

**Séance publique du 25 janvier 2024
à 18h00**

**ROANNAIS
AGGLOMERATION**

63, rue Jean Jaurès
42311 ROANNE

N° DCC 2024-005

Ressources humaines

Remboursement des frais de
déplacement et de mission
des agents

La convocation de tous les membres en exercice du Conseil communautaire a été faite le **19 janvier 2024**, dans les formes et délais prescrits par la loi.

Etaient présents :

Jean-Marc Ambroise - Christine Aranéo - Marcel Augier - Jean-Jacques Banchet - Pierre Barnet - Martine Barroso - Isabelle Berthelot - Franck Beysson - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Edmond Bourgeon - Laurence Boyer - Marie-Christine Bravo - Dominique Bruyère - Marie-France Catheland - Yves Chambost - Nicolas Chargueros - Jean-Luc Chervin - Christine Chevillard - Patrick Collet - Marie-Laure Dana - Burnichon - Hervé Daval - Jean-Paul Descombes - Pierre Devedeux - Christian Dorange - Christian Dupuis - Daniel Fréchet - Marie-Françoise Gaume - Jacky Geneste - Quentin Guillermin - Jean-Paul Heyberger - Guy Lafay - Fabien Lambert - Christelle Lattat - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Adina Lupu Bratiloveanu - Muriel Marcellin - Jean-Luc Mardeuil - Eric Martin - Patrick Meunier - Véronique Mouiller - Nabih Nejjar - Yves Nicolin - Gilles Passot - Yves Perrin - Jade Petit - Marcel Peuillon - Éric Peyron - Serge Pralas - Stéphane Raphaël - Marie-Hélène Riamon - Clotilde Robin - Martine Roffat - Alain Rossetti - Jean Smith - Corinne Troncy - Jacques Troncy - Denis Vanhecke - Gilbert Varrenne.

Nombre de conseillers	
En exercice	83
Présents	60
Pouvoirs	15
Pour	75
Contre	0
Abstention	0

Etaient absents :

Cf page suivante.

Certifié exécutoire	26/01/2024
Reçu en Préfecture	26/01/2024
Publié	26/01/2024

Absents	Ni pouvoir Ni suppléant	Suppléant	Pouvoir donné à...
Michelle Bouchet			Pierre Barnet
Catherine Brun			Jean-Jacques Banchet
Pierre Coissard	X		
Aimé Combaret	X		
Sandra Creuzet-Taite			Clotilde Robin
David Dozance			Hervé Daval
Catherine Dufossé			Adina Lupu Bratiloveanu
Itidil Fadhloun Barboura	X		
Annie Gerenton			Jean-Luc Mardeuil
Gilles Goutaudier			Daniel Fréchet
Patricia Goutorbe	X		
Hélène Lapalus			Marie-Laure Dana Burnichon
Franck Maupetit			Maryvonne Loughraieb
Vincent Moissonnier	X		
Lucien Murzi			Edmond Bourgeon
Pascal Muzart	X		
Mahdi Nouibat			Christian Dorange
Philippe Perron			Christelle Lattat
Christophe Pion	X		
Didier Prunet			Eric Martin
Vickie Redeuilh			Gilles Passot
Sophie Rotkopf			Fabien Lambert
Isabelle Valcourt	X		

Secrétaire de séance : Jean-Luc Chervin.

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991 ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statuts de Roannais Agglomération ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2018 relative au remboursement des frais de déplacements et de missions des agents ;

Considérant que les frais engagés par les personnels territoriaux, c'est-à-dire les personnes qui reçoivent une rémunération au titre de leur activité principale, lors de déplacements nécessités par l'exercice de leurs fonctions, font l'objet d'indemnisation ;

Considérant que les agents de Roannais Agglomération peuvent être amenés à se déplacer pour les besoins du service et que les frais occasionnés par ces déplacements sont à la charge de la collectivité pour le compte de laquelle le déplacement est effectué ;

Considérant qu'est considéré comme un agent en mission, l'agent en service qui, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze mois, se déplace pour l'exécution du service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale ;

Considérant qu'un agent en stage est celui qui suit une action de formation initiale ou qui se déplace hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour suivre une action de formation continue organisée par l'administration ou à son initiative en vue de la formation professionnelle ;

Considérant que la réglementation fixe un cadre général mais donne compétence aux organes délibérants des collectivités pour déterminer certaines modalités de remboursement et moduler les montants des indemnités ;

Considérant la nécessité de mettre à jour les montants des remboursements des agents en déplacement, fixés par la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2018, sans aucune autre modification spécifique sur les conditions de prise en charge ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Abroge la délibération du Conseil communautaire du 24 avril 2018 relative au remboursement des frais de déplacements et de missions des agents ;
- Approuve les conditions de remboursement des frais de déplacements et de missions des agents telles que déterminées dans l'annexe jointe à la présente délibération ;
- Dit que les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets des exercices concernés.

Le Secrétaire de séance,
Jean-Luc Chervin

Le Président,
Yves Nicolin,
Maire de Roanne